

## Election présidentielle en Ukraine : la revanche de Viktor Ianoukovitch

### Auteur :

Mathilde GOANEC – Journaliste, correspondante en Ukraine pour les médias francophones européens

### Résumé

La récente élection présidentielle ukrainienne a sonné le glas de l'époque « orange ». Viktor Iouchtchenko, président élu en 2004, a été éliminé dès le 1<sup>er</sup> tour, alors que la Premier ministre Ioulia Timochenko, ancienne égérie de Maïdan, a perdu contre le chef de l'opposition, Viktor Ianoukovitch. Le scrutin, jugé plutôt démocratique, a surtout mis en lumière le manque de stratégie à long terme et le populisme des principaux acteurs, peu diserts sur leurs solutions pour sortir le pays de la crise économique et de l'instabilité chronique dont il souffre. Sur le plan géopolitique, la victoire de Viktor Ianoukovitch signifie la reprise certaine de relations cordiales avec la Russie, sans pour autant condamner les ambitions européennes de l'Ukraine.

A l'issue du scrutin du 7 février, Viktor Ianoukovitch est devenu le 4<sup>e</sup> président ukrainien depuis l'indépendance du pays en 1991. Il a vaincu Ioulia Timochenko avec 48,95 % des votes exprimés contre 45,47 % pour la Premier ministre. Une belle revanche pour le chef de l'opposition, battu en 2004 par Viktor Iouchtchenko, au terme de la Révolution Orange. Viktor Ianoukovitch, accusé d'avoir largement manipulé les résultats des deux premiers tours en 2004, avait alors dû s'incliner au terme d'un 3<sup>e</sup> tour, chassé par une révolte populaire et colorée. Mais les batailles de pouvoir au sein de l'équipe orange, l'incapacité du duo Iouchtchenko/Timochenko à réformer en profondeur le pays, et la récente crise économique ont favorisé le retour de l'ancien paria aux affaires. Pour nombre d'experts, les résultats de cette élection présidentielle sont d'ailleurs à interpréter plus comme un vote sanction contre la Premier ministre Timochenko qu'un véritable plébiscite pour Viktor Ianoukovitch. « *En 2004, c'était une vraie révolution. Il y a avait de l'émotion, les électeurs et notamment la classe moyenne votaient pour Viktor Iouchtchenko par passion* », analyse Vitali Koulik, directeur de l'Institut de recherche sur la société civile. « *Cette fois-ci, ils ne croient pas plus en Ianoukovitch qu'en Timochenko.* »

### 1. Retour sur l'élection

#### ***Pas de réelle compétition des idées***

Difficile, pendant la campagne, de différencier les deux candidats sur des propositions ou des grands thèmes politiques. Nombre d'électeurs ont avoué avoir seulement choisi « *le moins pire des deux* », sur des critères davantage liés à l'image qu'à l'idéologie, et donc largement influencés par une campagne médiatique omniprésente. « *Si nous comparons avec les élections précédentes, c'est très différent. Avant, l'opposition n'avait aucun moyen d'avoir un accès à la télévision ou aux journaux influents* », explique Oleg Ribatchuk, ancien militant de la révolution orange. Nommé chef du secrétariat présidentiel de Viktor Iouchtchenko, il a quitté le navire dès 2006. « *Aujourd'hui, cela dépend surtout de ton compte en banque ! Nous n'avons pas vu non plus cette fois-ci de manifestation massives, la campagne est devenue plus virtuelle, plus populiste aussi. Ce n'était pas une compétition des idées, " comment sortir la crise ? " ou " comment positionner l'Ukraine sur la carte du monde ? ", mais plutôt des attaques personnelles entre deux adversaires* ». Symbole frappant de cette absence de débat, Viktor Ianoukovitch n'a pas jugé utile d'affronter son opposant lors du débat télévisé de l'entre-deux tours. « *Je pense que pour les électeurs ukrainiens, cela aurait été bien de voir les deux candidats se confronter. Car tous deux n'étaient pas réellement différents, à part dans le*

*style, estime Nico Lange, directeur du bureau de la fondation Konrad-Adenauer à Kiev. C'est pourquoi ces élections ne sont pas des élections-clés pour le futur de l'Ukraine, car nous n'avons pas vu dans cette campagne de vision à long terme pour le développement du pays, ce que l'on devrait attendre, selon la Constitution, du président. »*

Des « élections perdues » également, sur le plan des idées, pour le mouvement « Nouveau citoyen », qui regroupe des dizaines d'ONG et intellectuels dans le pays<sup>1</sup>. « C'est une réponse, née au début de cette campagne présidentielle, à ce qui s'est passé il y a cinq ans, explique Oleg Ribatchuk, porte-parole de cette initiative. Nous nous sommes alors battus pour élire démocratiquement un président, les gens ont pensé que ça suffisaient et ils s'en sont lavés les mains... Mais bien sûr, cela n'a pas marché ». Le projet « Nouveau citoyen » est clair, il demande des comptes au futur président : « Nous voulons savoir ce que le président va faire, le jour d'après... Comment il va lutter contre la corruption, comment il va changer le système de santé, et nous voulons savoir quand, à quel coût, et avec quelles mesures il compte atteindre ses objectifs, explique Oleg Ribatchuk. Nous avons appris de la révolution Orange et retenu la leçon de l'élection de Viktor Iouchtchenko qui avait 52 % des suffrages en 2004, et qui a fini avec 5 % en 2010. C'est aussi une vraie leçon pour le futur président : les gens ne vont plus se contenter de belles promesses. »

### **Des élections jugées démocratiques selon l'OSCE**

Si l'élection 2010 pêche sur le plan programmatique, un énorme progrès a pu être constaté sur le plan de la sincérité du scrutin. Loin des fraudes massives de 2004, le scrutin présidentiel a obtenu un *satisfecit* des observateurs internationaux sur place. Déclarées conformes aux standards européens selon l'OSCE, les élections ukrainiennes ont été, pour Assem Agov, chef de la délégation des observateurs de l'assemblée de l'OTAN, « plus démocratiques que dans bien des pays de l'ex-URSS ». Pour autant, des scandales ont émaillé la campagne, autant d'incidents qui jettent un voile sombre sur cet enthousiasme généralisé. Avec l'élection présidentielle, la corruption médiatique a pris de l'ampleur et la pratique des « *djinsa* » (unes, articles ou passages à la télévision payés par les hommes politiques), s'est intensifiée à un point alarmant. L'ONG Internews<sup>2</sup> en a d'ailleurs fait le thème de l'une de ses campagnes entre les deux scrutins, appelant à la « dignité » et la « responsabilité journalistique ». Déjà, à l'annonce des résultats du 1<sup>er</sup> tour, Heidi Tagliavini, chef de la mission d'observation de l'OSCE, avait critiqué une presse ukrainienne sous influence : « Le fait que plusieurs candidats aient eu accès à l'information parce qu'ils payaient a créé évidemment une situation défavorable pour les autres. Onze candidats ont eu moins de 1 % d'accès aux médias, ce qui est un signe clair que ce n'est pas très équilibré ». Les deux candidats du 2<sup>e</sup> tour se sont particulièrement distingués par leur utilisation forcenée de la sphère journalistique, à rebours de l'une des seules avancées significatives de ces cinq dernières années, attribuée au président sortant Viktor Iouchtchenko : « La supposée libérale Timochenko a aussi réintroduit des listes noires de journalistes, qui ne sont pas autorisés à assister aux conférences de presse, signale Volodymyr Yermolenko, l'un des responsables d'Internews. Les membres du Parti des régions (parti de Viktor Ianoukovitch), ce sont eux aussi fait remarquer pour leurs attaques physiques fréquentes à l'encontre des journalistes ».

Sur le plan législatif, Viktor Ianoukovitch a été également accusé de jouer avec les règles, plutôt que selon les règles. Là où le standard démocratique voudrait qu'on ne touche plus à la loi électorale un an avant le scrutin, le Parlement ukrainien, sur la demande du Parti des régions, a voté des amendements à cette loi quelques jours avant le vote. Avant le 1<sup>er</sup> tour, le parti politique de Viktor Ianoukovitch a réussi à faire passer un allègement de la procédure de vote à domicile, désormais possible sans aucun justificatif, et le rajout d'électeurs sur les listes le jour même du scrutin. Le camp de Viktor Ianoukovitch a récidivé au Parlement cinq jours avant le vote du 2<sup>e</sup> tour, en faisant voter un amendement de dernière minute à la loi électorale. Selon ce texte, le quorum des deux-tiers et la parité des deux camps dans les bureaux de vote ne sont désormais plus nécessaires pour valider les résultats. La raison affichée ? La menace de voir Ioulia Timochenko bloquer le processus électoral en demandant à ses représentants locaux de boycotter les dépouillements. Cette décision, « qui n'a pas

<sup>1</sup><http://newcitizen.org.ua/>

<sup>2</sup><http://www.internews.ua/>

*influencé les résultats* », selon Heidi Tagliavini, a été critiquée par la communauté internationale. Sans véritablement inquiéter Ianoukovitch, dont l'un des bras droits se déclarait prêt « à *changer la loi cinq minutes avant le scrutin s'il le fallait...* ». Ioulia Timochenko, qui n'a toujours pas reconnue sa défaite, devrait se servir de ces failles pour contester au tribunal les résultats dans plusieurs régions, et notamment à l'est du pays, bastion de Viktor Ianoukovitch. Selon le très influent journal en ligne *Ukrainska Pravda*<sup>3</sup>, la Premier ministre a assuré, lors d'une réunion de son parti, qu'elle ne reconnaît « *jamais la légitimité de la victoire de Ianoukovitch dans de telles élections* ». Pour les députés proches d'Ioulia Timochenko, cette élection a montré « *une violation de la loi ukrainienne, des pressions sur les électeurs et le déploiement d'un large arsenal de falsification par le Parti des régions* ».

Enfin, difficile de ne pas mentionner l'utilisation cynique de la détresse économique d'une partie de la population lors des manifestations de soutien soi-disant « populaire » des candidats. Dans chaque meeting, des centaines d'étudiants ou retraités sans le sou avouaient être payés quelques dizaines de hryvnias pour faire le porte-drapeau ou manifester dans le froid. Un vrai business, qui montre aussi la fragilité de la démocratie à l'ukrainienne. Viktor Ianoukovitch s'est particulièrement illustré, en postant ses troupes (partiellement payées) devant la Commission électorale centrale, en plein scrutin du 2e tour et les jours qui ont suivi. Pour Nico Lange, il ne faut pas sous-estimer les dégâts symboliques qu'implique ce genre de procédés : « *En clair, cela véhicule l'idée que les manifestations sont toujours des moments où vous payez des gens, qui deviennent vos instruments. Cela discrédite l'idée de véritables protestations publiques et l'expression démocratique.* » Signe de la désillusion des électeurs, convaincus désormais que tout s'achète, on a également vu fleurir des propositions d'électeurs proposant leur voix au plus offrant, dans les journaux et sur internet.

### **Les résultats de ce scrutin révèlent une carte d'Ukraine toujours divisée**

Si les résultats définitifs entre les deux candidats au 2<sup>e</sup> tour ne montrent qu'un écart de 3,5% à l'avantage de Viktor Ianoukovitch, et laisse imaginer un scrutin plutôt serré et équilibré, un coup d'oeil sur la carte de la répartition géographique des voix révèle un vote beaucoup plus polarisé, au niveau régional, entre les électors des deux présidentiables. L'Ukraine a voté en deux blocs assez homogènes: à l'Ouest, au Nord et dans la région de Kiev, Ioulia Timochenko s'impose avec des écarts assez nets, de +10% en Transcarpathie, à +81% dans l'oblast d'Ivano-Frankivsk, bastion des ukrainiens nationalistes (la Premier ministre y récolte 88,89% des voix). Viktor Ianoukovitch l'emporte, comme en 2004, avec des scores plébiscitaires dans sa région de Donetsk (90,44%), à Lugansk (88,96%), en Crimée et sur toute la moitié Sud de l'Ukraine jusqu'à Odessa. La ligne de démarcation se situe au sud et à l'est des oblasts de Poltava et Kirovograd, deux des cinq rares régions « tampons » où l'écart entre les deux candidats n'excède pas 15%.

Au total, Ioulia Timochenko l'emporte dans 17 régions, contre 10 pour Ianoukovitch. Mais le nouveau président est élu avec une avance de plus de 900 000 voix, car il a fait le plein dans des régions très industrielles, urbanisées et peuplées de l'Est et du centre de l'Ukraine. La citadelle du vote bleu reste l'oblast de Donetsk, où 90% des votes rapportent 2,4 millions de voix à Ianoukovitch, alors qu'à Ivano-Frankivsk, Ioulia Timochenko et ses 88,89% ne représentent « seulement » que 730 000 électeurs. Le poids démographique des régions acquises à Ianoukovitch fait la différence. La participation du 2<sup>e</sup> tour, 69,15%, culmine dans les régions les plus marquées, Lviv et Ivano-Frankivsk pour Timochenko à l'Ouest, Donetsk et Loughansk à l'Est : dans chacune de ces régions, 75% des électeurs enregistrés se sont rendus aux urnes.

Mais la déperdition des voix pour Timochenko est aussi à trouver dans le vote « contre tous »: sur les bulletins de vote ukrainiens, l'électeur a la possibilité de cocher la mention « Je ne soutiens aucun des candidats ». Plus de 1,1 million d'Ukrainiens ont saisi cette occasion pour sanctionner les deux candidats et exprimer un désir de renouvellement des élites. C'est en tout cas en ces termes que le vote « contre tous » a fait l'objet d'un succès certain dans l'intelligentsia ukrainophone (il culmine à 8% à Kiev), chez une partie de la jeunesse et des anciens supporters de la révolution Orange, déçus par la qualité du débat politique entre

<sup>3</sup> <http://www.pravda.com.ua/>

Timochenko et Ianoukovitch. Le 2<sup>e</sup> tour devait se jouer sur le report des voix de ceux qui avaient voté pour des candidats de second plan (Sergueï Tigipko qui avait récolté 13% des voix, Arseniy Iatseniouk 7%, Viktor Iouchtchenko 5%). Incapable de voter pour Viktor Ianoukovitch, l'épouvantail de la Révolution Orange, ces électeurs n'ont pas pu non plus se résigner à apporter leur voix à Ioulia Timochenko au nom du « *tout sauf Ianoukovitch* », malgré l'appel lancé par la Premier ministre.

## **2. Quelles conséquences sont à prévoir?**

### ***Sur le plan intérieur : le début d'une nouvelle période d'instabilité ?***

Le plus grand défi, pour le futur président, devrait être pour l'instant d'assurer son assise au sommet de l'État et de relancer la machine politique ukrainienne, pour le moment bloquée. Ioulia Timochenko est toujours en poste comme chef du gouvernement et ne semble aucunement pressée de démissionner. Si des députés peuvent occasionnellement faire basculer une majorité (comme lors des deux votes concernant les amendements à la loi électorale), la Constitution ukrainienne oblige pour former une nouvelle coalition d'obtenir l'accord de la majorité des fractions politiques concernées. Formellement, Viktor Ianoukovitch et son Parti des régions ne sont donc pas majoritaires au Parlement, issu des élections législatives de 2007 et remportées par l'alliance Iouchtchenko-Timochenko qui a placé cette dernière au poste de Premier ministre. Il va donc être difficile pour le nouveau président d'obtenir un vote de défiance vis-à-vis d'Ioulia Timochenko. Ianoukovitch prendrait également de gros risques à provoquer de nouvelles élections législatives, menacé par la création récente de jeunes partis politiques issues du 1<sup>er</sup> tour, comme « le Front du changement », mené par Arseni Yatseniouk ou « l'Ukraine forte » de Sergueï Tigipko.

Ioulia Timochenko pourrait donc bien vouloir, par sa contre-attaque au tribunal où elle devrait contester le résultat de plus de 900 bureaux de vote, gagner du temps pour être à même de négocier son maintien à la tête du gouvernement, d'où elle conservera à la fois tout son pouvoir de nuisance. « *Si vous regardez l'histoire politique récente, vous verrez que les décisions ne sont pas prises dans les tribunaux, analyse Nico Lange. Les décisions majeures pour le futur de l'Ukraine ces cinq dernières années ont été prises dans les antichambres, mais seulement après que le public ait été mobilisé et les tribunaux bloqués. Je pense que quelque chose de similaire peut commencer dans les jours à venir.* »

Autre scénario, Timochenko peut décider de démissionner et se lancer dans une opposition acharnée, forte de près de 11 millions de voix obtenues au 2<sup>e</sup> tour. « *Dans tous les cas, il ne faut pas attendre de cette élection présidentielle qu'elle ramène la stabilité politique en Ukraine* », résume le représentant de la fondation Adenauer, fin connaisseur de la politique ukrainienne. Une nouvelle crise politique devrait donc succéder à celle d'avant l'élection présidentielle, d'autant que ni l'un, ni l'autre des candidats au cours de cette campagne, n'a marqué son intention de clarifier la Constitution ukrainienne, pierre angulaire de l'instabilité chronique du pays. « *Les vieux acteurs préfèrent garder un système de répartition vague des pouvoirs, pour pouvoir négocier, marchander avec les uns ou les autres et protéger leurs intérêts*, estime Pétro Burkovski, politologue au centre d'études stratégiques de Kiev. *Avec si possible un mode de scrutin proportionnel à listes fermées, dans lequel les dirigeants et leurs sponsors peuvent décider de qui accèdera au Parlement, dans l'optique de mieux les contrôler par la suite. Dans une vision à court terme, personne n'a donc d'intérêt à ce que ça change.* »

### ***Sur le plan extérieur : le retour à une politique « multivectorielle » ?***

Viktor Ianoukovitch, pendant cette campagne, a régulièrement souligné sa volonté de renouer de bonnes relations avec Moscou, comme en témoigne sa visite au nouvel ambassadeur russe arrivé à Kiev entre les deux tours. Fait significatif, avant même la proclamation des résultats officiels par la Commission électorale, Viktor Ianoukovitch a confirmé vouloir proposer à Gazprom et à des compagnies gazières européennes de prendre des parts dans la gestion des gazoducs ukrainiens. La création d'un consortium où les Russes auraient des parts du réseau ukrainien de transit de gaz est un des objectifs clairs de Moscou pour reprendre le contrôle de ce transit vers l'Europe.



Malgré ses signaux forts, Viktor Ianoukovitch ne semble pas avoir l'intention de tourner le dos à l'Europe, comme a voulu le faire croire tout au long de sa campagne Ioulia Timochenko. Il tente de prouver que le multilatéralisme est possible, prenant aussi bonne note du changement d'attitude de certains pays occidentaux vis-à-vis de Moscou. *« La France, l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis, tous reconnaissent désormais l'importance de la Russie, estime Anatoli Zlemko, ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, sous l'ancien président Léonid Koutchma. Et notre politique étrangère n'est pas isolée des problématiques globales ».*

*« L'Ukraine est un État indépendant, assure Viktor Ianoukovitch. Mais cela ne nous empêche pas d'avoir des relations pragmatiques avec la Russie, avantageuses pour les deux côtés et ce faisant, nous avons de bonnes chances d'éliminer le négatif des dernières années. Cette politique est convenable et intéressante aussi du point de vue de l'Europe. »* Ianoukovitch est soutenu par le milieu des affaires et les clans oligarchiques ukrainiens, son principal sponsor étant Rinat Akhmetov, première fortune du pays à la tête d'un empire industriel dont le cœur se trouve à l'est du pays. Ces businessmen, trop souvent assimilés à la Russie, ont eux aussi un intérêt propre à de nouveaux marchés et ils militent pour une intégration dans l'Europe économique.

Enfin, Viktor Ianoukovitch arrive aux commandes d'une Ukraine engagée dans le Partenariat oriental, et qui négocie depuis un an un accord d'association, ainsi que la création d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne. Difficile dans ce contexte de faire machine arrière dans la voie de l'euro-intégration. Même si, surfant sur un certain euroscepticisme lié à la frilosité européenne, l'Ianoukovitch a déclaré plusieurs fois qu'il n'irait pas « mendier » à Bruxelles. *« Oui, le succès de notre rapprochement dépend beaucoup de l'Ukraine, de l'introduction des réformes efficaces et de la possibilité d'adaptation des lois et des standards européens, admet Viktor Ianoukovitch. Mais ce processus doit être intéressant pour les deux côtés. L'exemple le plus clair est celui des visas (toujours nécessaires aux Ukrainiens pour entrer dans l'espace Schengen): bien que les Européens puissent entrer en Ukraine sans obstacle, les citoyens ukrainiens se sentent eux humiliés, considérés comme des citoyens de second ordre. Ceci n'est pas une bonne manière d'améliorer les relations. »*

S'il n'est plus la « marionnette de Moscou » caricaturale de la révolution Orange, Viktor Ianoukovitch refuse toujours de choisir entre l'Est et l'Ouest, une politique qui n'est forcément tenable sur tous les plans. *« Aucun des dirigeants ici ne peut se permettre de dire qu'il n'est pas pro-européen parce que la population de ce pays, dans sa grande majorité, comprend que l'Europe est un espace de liberté, de démocratie et de prospérité, rappelle José Manuel Pinto Teixeira, ambassadeur de l'Union européenne en Ukraine. En même temps, quand Ianoukovitch parle, par exemple, d'une future union douanière avec la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, je vois mal comment il peut combiner ça avec sa récente intégration dans l'OMC ou encore avec la création d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne. »*

## **Conclusion**

Passer des discours aux actes, c'est bien le défi du nouveau président ukrainien. Malgré la désillusion d'une grande partie de la population, la société civile, assoupie en début de mandat de Viktor Iouchtchenko, s'est en partie remobilisée devant la dégradation des conditions de vie et le recul sur certains acquis de la révolution orange. Par ailleurs, si Viktor Ianoukovitch peut se targuer d'un soutien réel à l'Est et au Sud du pays, beaucoup ne lui pardonnent pas les fraudes de 2004, ses liens avec l'oligarchie ainsi que son désintérêt pour certaines questions identitaires chères à la partie la plus ukrainophone de la population. Son discours, le soir de sa victoire, s'est voulu rassembleur. Viktor Ianoukovitch va devoir, au-delà des promesses électorales, trouver les mots justes pour unir un pays qui, comme le montre la carte électorale, reste divisé dans ses aspirations.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

**La Fondation Robert Schuman**, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.